

Léger regain de l'emploi privé au deuxième trimestre

Au 2^e trimestre 2019, 65 820 salariés ont déclarés par les employeurs du secteur privé, soit une augmentation de 0,3 % sur un trimestre en données corrigées des variations saisonnières (CVS). Cette légère hausse vient interrompre la période de relative stabilité observée depuis cinq trimestres. Rapporté au 2^e trimestre 2018, le niveau de l'emploi salarié dans le secteur privé est stable.

Ce trimestre, le secteur des services confirme ses capacités de résilience dans un contexte global fragilisé : l'emploi y affiche +0,4 % pour le deuxième trimestre consécutif, après avoir réussi à garder un solde positif tout au long de l'année 2018. L'industrie recommence à embaucher des salariés : l'emploi progresse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent (données CVS), après que la reprise constatée début 2018 se soit éteinte au fil des trimestres. A l'inverse, dans le secteur du commerce, le regain constaté au 1^{er} semestre 2018 ne s'est pas prolongé et l'emploi se contracte une nouvelle fois : -0,6 % par rapport au premier trimestre (données CVS). Et le secteur de la construction n'en finit pas de réduire ses effectifs. L'emploi agricole, quant à lui, est stable par rapport au trimestre précédent.

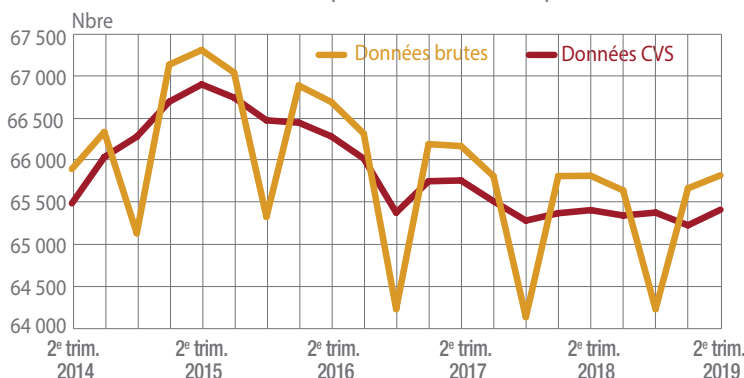
Parallèlement, l'indicateur de climat des affaires issu de l'enquête d'opinion réalisée par l'IEOM auprès des chefs d'entreprises, gagne un point ce trimestre et s'établit à 86,8. Le nombre de liquidations judiciaires prononcées ce trimestre est en baisse de 17 % par rapport au 1^{er} trimestre 2019. Inversement, les créations d'entreprises augmentent de 12 % sur la même période. Malgré les signaux plus favorables qu'adressent ces premiers indicateurs, ce trimestre est marqué par une augmentation de 23 % des licenciements économiques, une hausse qui se traduit tant sur le nombre de salariés que sur le nombre d'entreprises concernées.

De même, le recours au chômage partiel bondit ce trimestre : le nombre d'heures indemnisées est cinq fois plus important

Les services et l'industrie réembauchent doucement.

● Au 2^e trimestre 2019, l'emploi dans le privé progresse de nouveau légèrement

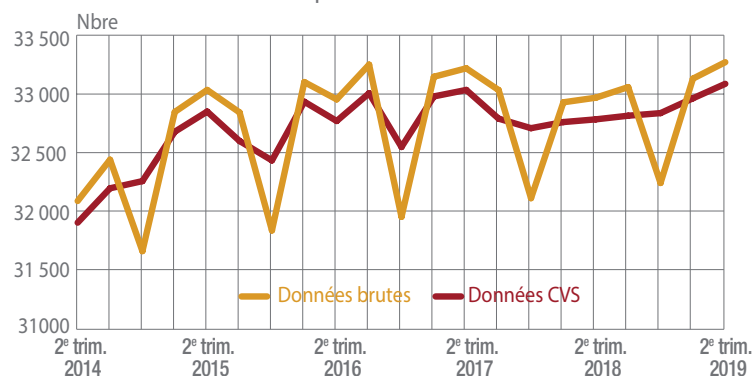
Évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

● L'emploi progresse doucement mais régulièrement dans les services

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur des services



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

qu'au trimestre précédent, et atteint son niveau le plus élevé, en dehors du pic extrême du dernier trimestre 2016. Les dispositions du plan Pulse ont été prolongées en 2019.

Les services et l'industrie embauchent

Le secteur des services hors commerce comptabilise 33 260 emplois ce trimestre, soit une hausse de 0,4 % sur un trimestre. Après une évolution moyenne de +0,1 % observée au cours de l'année 2018, le rythme de progression s'accroît légè-

rement depuis le début de l'année. Les activités de services administratifs tirent les effectifs, avec une hausse de +2,2 %, notamment dans les activités de sécurité et de nettoyage. Les activités de transport et d'entreposage, y contribuent également avec une hausse de 1,1 %, notamment des effectifs affectés au transport routier de voyageurs. De même, les activités spécialisées déclarent des effectifs en progression de 1,6 % (données CVS), notamment dans les activités de gestion et de comptabilité.

Sur un an, les services gagnent 300 emplois supplémentaires, tirés par les activités de services et de soutien (+180 postes) et de la santé (+140). Cette hausse occulte cependant le repli des emplois qui se prolonge dans les activités des ménages employeurs.

Avec 14 120 emplois déclarés ce trimestre, les effectifs dans le secteur de l'industrie progressent de nouveau de 1,3 %, après une baisse de 0,3 % enregistrée au 1^{er} trimestre 2019. L'emploi progresse de 4 % sur un trimestre dans l'industrie extractive, et de 1 % dans l'industrie manufacturière. Toutefois, une partie de cette deuxième augmentation résulte en réalité du changement d'activité principale d'une entreprise, qui a pour conséquence de faire basculer ses effectifs du commerce vers l'industrie manufacturière.

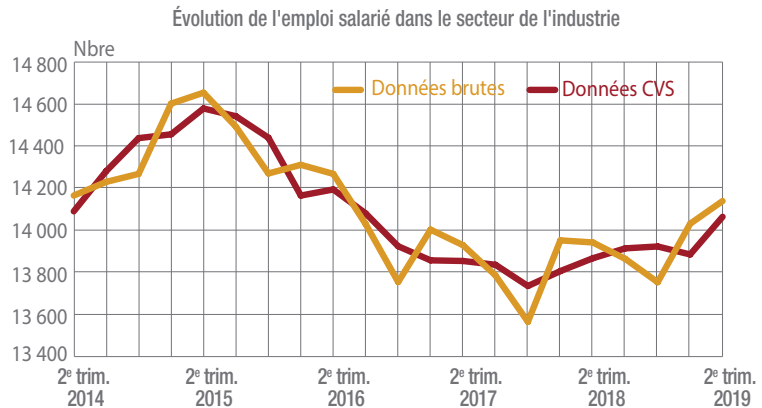
Rapporté à la même période de 2018, le solde d'emploi du secteur industrie reste positif, avec 200 salariés supplémentaires. L'industrie manufacturière, plus gros pourvoyeur d'emploi du secteur, explique exclusivement cette hausse, portée en particulier par les activités de métallurgie et de réparation et d'installation de machines.

Les effectifs se contractent dans les secteurs du commerce et de la construction

Ce trimestre, le commerce déclare 10 220 salariés, soit une réduction de 0,6 % par rapport au trimestre précédent, qui affichait déjà une baisse (-0,3 %). L'emploi dans le secteur du commerce se contracte pour le quatrième trimestre consécutif. Une partie de cette baisse toutefois, n'est due qu'au changement d'activité principale d'une entreprise, déjà évoqué ci-dessus.

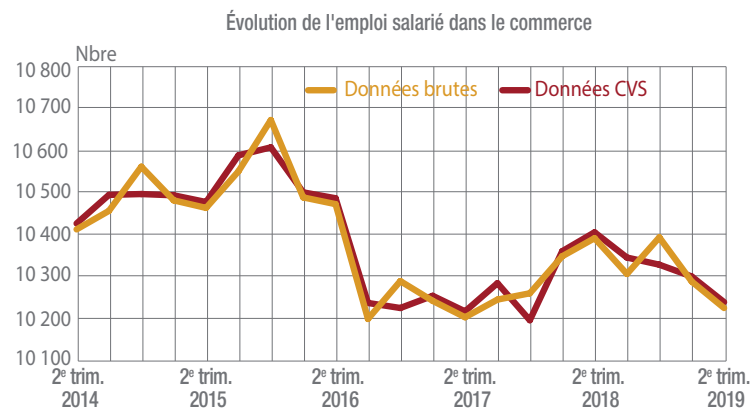
En glissement annuel, le commerce perd 170 emplois. Le secteur retrouve ainsi son niveau d'emploi moyen de 2017, avant le regain généré par l'ouverture du complexe commercial de Dumbéa sur Mer. Ce sont principalement les activités de commerce de détail, en magasins spécialisés ou non, qui ont réduit leurs effectifs.

L'industrie gagne des emplois



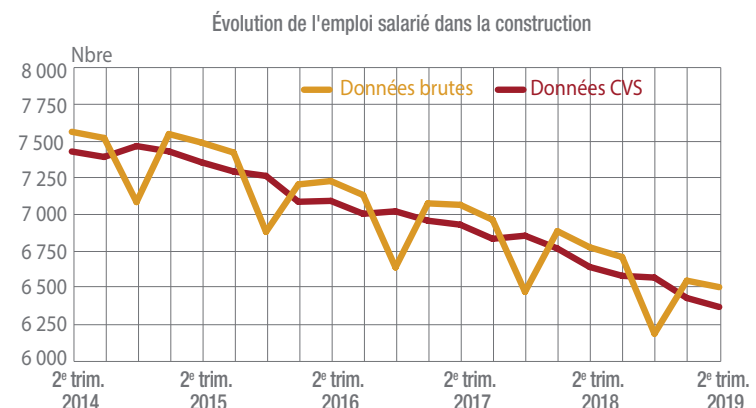
Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

L'emploi se contracte dans le commerce



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

La construction continue de perdre des emplois



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

Le secteur de la construction dénombre 6 480 salariés ce trimestre, soit une diminution de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. Ce secteur poursuit la réduction de ses effectifs observée de-

puis plus de cinq ans. Les licenciements économiques sont quatre fois plus nombreux qu'au 1^{er} trimestre 2019. Le secteur n'avait pas connu un niveau aussi élevé de licenciements depuis 2015.



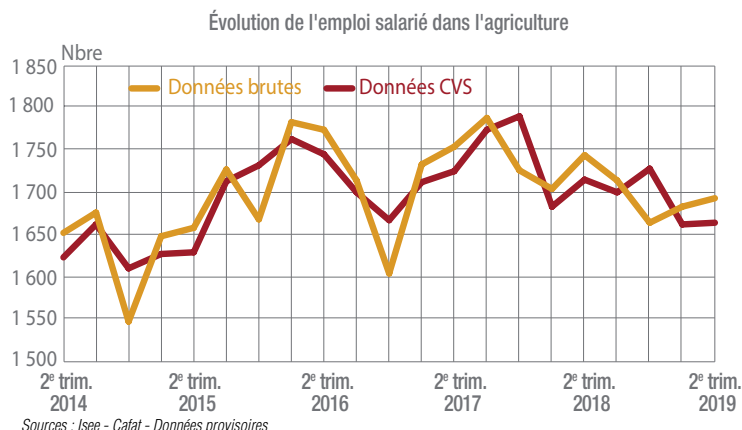
Sur un an, ce sont ainsi 270 emplois perdus dans la construction, principalement dans les travaux de construction spécialisés (notamment terrassement et travaux de maçonnerie générale) et dans une moindre mesure dans la construction de bâtiment et la promotion immobilière.

L'emploi agricole se stabilise

Le secteur agricole emploie 1 690 salariés au 2^e trimestre 2019, soit un niveau stable par rapport au trimestre précédent, qui fait suite à une diminution de 3,8 % observée au 1^{er} trimestre 2019.

Sur un an, l'agriculture perd 50 emplois. Cette nouvelle diminution prolonge la baisse amorcée depuis le 1^{er} trimestre 2018. Elle concerne principalement la pêche aquaculture (en particulier l'aquaculture en mer), et dans une moindre

● L'emploi agricole se stabilise



mesure la sylviculture et l'exploitation forestière (en particulier l'exploitation forestière). Les effectifs dans la culture et la production animale sont stables sur la même période.

Correction des variations saisonnières

L'emploi salarié présente des variations saisonnières importantes qui interfèrent avec les variations conjoncturelles : de façon récurrente, le niveau de l'emploi salarié décline au dernier trimestre. De même, d'autres indicateurs sont sujets à des variations saisonnières importantes : le nombre d'employeurs, dont la courbe infra annuelle suit les mêmes tendances que l'emploi salarié ; les créations et cessations d'entreprises, dont les niveaux sont toujours plus élevés au 1^{er} trimestre qu'au cours des trimestres suivants. L'analyse des données corrigées des variations saisonnières pour ces indicateurs offre une meilleure lisibilité et une analyse facilitée des réelles variations conjoncturelles.

Pour les indicateurs qui ne font pas l'objet d'une saisonnalité marquée, les évolutions trimestrielles sont calculées à partir des données brutes.

Révisions

La publication trimestrielle des évolutions de l'emploi salarié tient compte d'un délai de quatre mois nécessaire pour s'assurer d'un niveau satisfaisant d'exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore être enregistrés après ce délai. C'est pourquoi, les chiffres des trimestres précédents sont systématiquement révisés à chaque nouvelle publication, pour tenir compte des déclarations tardives auprès de la Cafat.

Par ailleurs, suite à des difficultés dans le processus de production des données sources, en cours d'étude, le traitement des données du secteur public n'a pas pu être consolidé. C'est pourquoi cette publication restreint son analyse au seul secteur privé.



● Emploi salarié privé au 2^e trimestre 2019

	Evolution par rapport au trimestre précédent (CVS*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Emploi salarié			
Effectif employeurs du privé	-0,3	-2,2	11 490
Emplois salariés du secteur privé (a)	0,3	0,0	65 820
Détail par sous secteurs du privé (b)			
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	-2,9	1 690
Industrie	1,3	1,4	14 120
Industries extractives	4,0	-0,2	1 740
Industries manufacturières (c)	1,1	3,0	10 850
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-0,5	-9,7	700
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-0,6	-4,4	830
Construction (c)	-0,9	-4,0	6 480
Commerce	-0,6	-1,6	10 220
Services	0,4	0,9	33 260
Transports et entreposage	1,1	2,3	4 190
Hébergement et restauration	0,0	-1,7	4 590
Information et communication	-1,6	-0,9	1 090
Activités financières et d'assurance	0,2	0,1	2 520
Activités immobilières	0,8	6,9	730
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,6	-1,8	2 270
Activités de services administratifs et de soutien	2,2	3,3	5 640
Administration publique	0,5	2,6	910
Enseignement	-0,3	-1,2	2 730
Santé humaine et action sociale	-0,3	4,4	3 290
Arts, spectacles et activités récréatives	-4,5	-0,4	730
Autres activités de services	0,1	4,9	1 970
Services domestiques	-1,1	-4,2	2 570
Activités extra-territoriales	5,8	6,8	30
Indéterminés (d)	///	-11,4	50
Démographie d'entreprises			
Créations (cumul du trimestre)	12,0	-0,2	1 090
Cessations (cumul du trimestre)	30,6	-5,0	910

* Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS).

Unité : nombre sauf mention contraire

(a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi

(b) NAF rev2

(c) Les effectifs de KNS SAS, immatriculé au RIDET dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière

(d) Cette catégorie regroupe les salariés dont l'entreprise est hors-territoire et ne possède pas de RIDET sur le territoire.

Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

● Autres chiffres clés de l'emploi au 2^e trimestre 2019

	Evolution par rapport au trimestre précédent (Données brutes*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Licenciements économiques (cumul)			
Salariés licenciés	23,1	150,0	80
Entreprises concernées	23,5	50,0	20
Chômage partiel (cumul)			
Nombre d'heures indemnisées	355,2	81,2	41 300
Chômage total (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	-1,6	-1,4	2 300
Jours indemnisés	2,9	-1,4	66 060
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	2,2	-4,1	690
Entreprises utilisatrices	0,2	-11,7	350
Moral des entreprises (donnée trimestrielle)			
Indicateur de climat des affaires	1,2 pt	-5,1 pt	86,8
Liquidations judiciaires (cumul)			
Nombre d'entreprises ayant cessé leur activité suite à un licenciement économique	-16,7	8,7	75

* Les indicateurs présentés dans ce tableau ne sont pas soumis à variations saisonnières. Les évolutions trimestrielles sont donc calculées à partir des données brutes.

Unité : nombre sauf mention contraire

Sources : Isee - Cafat - DTE - IEOM

